

1. Dans les courriers de ces 10 derniers jours, le chiffre de « 4% » a marqué. Notamment des soutiens « consternés, atterrés » de se trouver aussi peu nombreux. Plusieurs courriers commencent ainsi par « *je fais partie des 4%...* », parfois simplement pour se manifester : « *Je me permets de vous adresser ce quelques mots afin de vous signifier tout mon soutien dans ces moments difficiles pour vous et pour la France* ».

La plupart des courriers bienveillants, lorsqu'ils parlent du pays, dénotent l'envie ferme de pouvoir se projeter dans une France qui irait mieux : « *Après tous ces moments de crise, trois mots viennent à l'envie : le cœur, le sourire, le rêve. Toucher le cœur des Français par des discours pleins d'humanité et d'engagement. L'irrépressible envie de sourire est dans chacun : trouver les mots, simples et justes qui font mouche et invitent au calme et à la sérénité. Le rêve est à la portée de la Nation et de chacun, à condition d'avoir des engagements clairs et précis et non des promesses* ».

Mais ce qui persiste d'optimisme dans ces discours n'enlève rien de la certitude que nous sommes à l'orée de changements profonds : « *Vous devez "refonder" la gauche française, républicaine et humaniste. Jeter les bases d'actions propres à changer le visage de la France. Partir de l'utopie pour arriver à l'action un jour. [...] Nous sommes en guerre contre Daesh, contre la pauvreté et contre la précarité, alors nous trouverons les solutions pour éradiquer les fléaux de ce siècle naissant. Vous devez être celui qui, dans l'histoire de la République, apporte à la France le renouveau dont elle a besoin* ».

2. D'autres courriers sont naturellement moins sympathiques : « *Non, on n'est pas dupes pour le chômage avec tous les stages, emplois à 500€ payés par l'Etat et autres déguisements. Et en plus vous recevez tous les émigrés et nous, pauvres français qui ne pouvons plus nous chauffer on est là à admirer le paysage se dégrader ! Des gens attendent des locations depuis des années, lamentable, mais où vous vivez ! Dans le monde des bisounours ! Qu'avez-vous fait de ce pays, alors qu'il est sur le chemin d'une révolution ! Non ne vous représentez pas, laissez votre place à une personne capable de redresser notre pays qui croule* ».

Dont un nombre, devenant non-négligeable, se prononçant contre une nouvelle candidature : « *Monsieur le Président, j'ai voté pour vous en 2012 mais ne le ferai pas en 2017. Comme je ne veux pas avoir à choisir entre la peste et le choléra (Le Pen contre Sarkozy) j'irai voter aux primaires de droite pour Alain Juppé. Mais je suis révolté par cette idée. A la présidentielle je voterai éventuellement pour un candidat socialiste, mais pas pour vous. L'idée que vous puissiez faire un autre quinquennat, avec mon soutien, dans la lignée de celui que vous venez de faire m'est insoutenable. J'espère que vous me comprendrez* ».

Ce sont des courriers souvent durs, crispés face à une volonté perçue : « *Comment allez-vous vous comportez comme chef d'Etat pendant les 4 derniers mois ? C'est l'adhérent 846483 du PS qui prend cette liberté : déclarez que vous ne ferez qu'un seul mandat. Vous ne devez pas vous entêter et admettre, même si ça fait mal, d'abandonner cette prétention : réagissez vous-même plutôt que ce soit le peuple qui vous renvoie. Respectez également votre Premier ministre, car c'est lui qui tient la France beaucoup plus que vous* ». Plusieurs - c'est d'ordinaire assez rare dans les courriers - mentionnent M. Valls : « *Si j'ai le choix je voterai pour Valls, c'est le seul capable de gagner* ». « *Quelle que soit votre conviction personnelle à propos de votre bilan, n'avez-vous pas l'obligation de penser d'abord à l'intérêt général ?* ».

3. D'une façon générale si la tonalité se durcit, le prisme reste le même : ce qui est pointé est moins le bilan que la méthode. Certains correspondants peuvent s'expliquer les déceptions du bilan : « *Le bilan du quinquennat, pour moi, n'est pas très positif, car nombre de promesses n'ont pas été tenues. Si la situation de 2012 ne permettait pas de mettre en œuvre la politique proposée lors de l'élection il fallait le dire immédiatement* » - il pourrait y avoir là un fil à tirer. Pour les déceptions touchant à la méthode en

revanche, ils n'ont pas encore trouvé ; l'ébranlement est toujours là, la stabilisation en attente : « *Je suis plutôt satisfait des réformes et des décisions du gouvernement, alors pourquoi ce rejet ressenti autour de nous ? C'est dur de vous le dire, mais je pense que le problème est votre personnalité par ailleurs plutôt sympathique. Vous semblez ne pas avoir pris conscience des effets négatifs de ces comportements sur les jugements des Français. Malgré mon indulgence, je suis de plus en plus interrogatif* ».

4. A noter que de façon connexe à la mise en cause frontale de la fonction, le thème de la « distance » prend de l'ampleur. Le Président « *là-haut dans son château* », entouré de conseillers qui l'induisent en erreur, l'ayant détaché du pays jusqu'à perdre le contact avec son peuple : cette image revient souvent. Mais si ces Français, par leurs messages, tentent de s'adresser directement au souverain en contournant les filtres, c'est bien qu'ils pensent encore, quelque part dans leur esprit, pouvoir le ramener vers eux... « *Monsieur le Président, je ne connais pas les codes pour s'adresser à un Président de la République. Je vais le faire à ma façon, le plus simplement et sincèrement possible* ».

Les styles varient mais le message reste le même : « *Cher Président, je vais te dire ce que j'ai sur le cœur. Parce que tu es seul sur ta planète et qu'il est temps que tu arrêtes de te regarder le nombril, là-haut dans ton Château. [...] Je ne sais pas quels sont les mots doux que te soufflent tes conseillers, sache juste que le peuple gronde. [...] Le chef que nous avons désigné n'a pas réussi. Je dirai même qu'il n'a pas réellement tenté. Les élites et les nantis n'ont jamais été aussi favorisés, les puissants jamais aussi puissants qu'aujourd'hui. [...] Malgré le fossé qui nous oppose, toi le Président et moi le citoyen anonyme, écoute ma petite voix* ». Puisque le Président a été porté à ce rôle par l'émanation du pays, c'est bien qu'un lien a existé entre lui et les Français ; s'il s'est rompu c'est d'abord la faute de l'entourage, de ce qui fait filtre, de ce qui a capté l'institution Président à son profit en la détournant des « *petites voix* » des citoyens.

Depuis quelques temps, cette perception devient forte – le livre, même s'il est peu cité, l'a sans doute renforcée. Le plus souvent au détour d'une simple phrase à la fin d'un courrier, comme un appel ou une désillusion : « *Evidemment ce message ne sera qu'une minuscule goutte d'eau dans l'océan des opinions de vos multiples conseillers qui, perchés là-haut, ne descendent que rarement à notre niveau* ». « *J'espère que cette lettre passera les multiples filtres et vous parviendra même si elle n'est qu'un petit cri du peuple* ».

Jamais la mise en cause de l'entourage n'avait paru aussi massive. A certains moments, on voit poindre une interrogation sur le déni : « *Votre Cour d'apparatchiks béni-oui-oui qui vous entretient dans cette grotesque illusion* ». Les déclarations entendues dans les médias valorisant l'action, conjuguées au sentiment d'impassibilité du Président lui-même, interpellent et énervent : on se demande si le Président ne voit pas parce que son entourage est dans le déni ou parce que lui-même le serait aussi.

Ce n'est qu'en dernier recours que les correspondants se disent que le Président ne *peut plus* retrouver de lien parce qu'il ne le *veut plus*. Mais lorsqu'ils en arrivent là, c'est la rupture : les mots ne sont plus en forme d'appel ultime, ils deviennent secs et durs : « *Vous êtes tellement décalés des existences concrètes des citoyens que vous osez envisager de vous présenter aux prochaines élections présidentielles. Finalement c'est assez pitoyable* ». « *Vous vous êtes très nettement coupé du peuple qui vous avait élu* ».

5. A noter également une apparition récente dans les courriers : les primaires. Quelques-uns commencent à nettement s'en détacher. « *Vous ne devez pas participer à la primaire mise en œuvre par le parti socialiste. Ce dispositif est prévu, dit-on, pour faire valider votre présence à l'élection en tant que candidat de gauche, à l'initiative de ceux qui n'ont eus de cesse de flétrir la politique. Porteurs d'alternatives douteuses, éloignés de l'exercice réel du pouvoir. [...] Imaginer un Président de la République, en exercice, contraint de débattre avec les candidats Filoche, Lienemann et autres Hamon, l'élection présidentielle de mérite pas ça* ».

« *A compter de début décembre, vous aurez encore à exercer votre mandat pour cinq mois. Etre candidat d'une primaire c'est être l'obligé des journaux, des télé, des réseaux dits sociaux, peu compatibles avec*

*votre statut. [...] Cette primaire est évidemment un piège tellement grossier de la part de ses initiateurs ». « C'est bien la première fois qu'un parti décide d'organiser des primaires alors que le Président est en place. C'est incroyable !! ».*

6. Comment reprendre pied dans ces conditions ? Peut-être faut-il désormais une rupture franche et un Président qui revient, après cette séquence où le « *Hollande-bashing* » aura culminé (donc la capacité de résistance aussi), transmuté pour les Français.

L'effet de ciseau PR/PM des derniers baromètres n'est peut-être pas épiphénoménal : il pourrait indiquer l'intensité du malaise portant sur la fonction. Dans les verbatims Harris, jamais cette interrogation n'avait été aussi présente : « *Il ne donne pas une image digne de la fonction présidentielle* ». « *Il parle trop* ». « *Pas de charisme et change d'avis tout le temps* ». Le livre en soi est rarement mentionné mais réactive des représentations dangereuses : « *Je pense qu'il n'avait pas réalisé l'importance de la fonction Présidentielle bien qu'il ait fait tout de même de bonnes choses* ». « *Voulait-il vraiment être Président de la république ?* ».

La fonction présidentielle paraît à ces Français « *en souffrance* », dans ses différentes acceptions : littérale (la fonction souffre), mais aussi à l'instar d'une « *lettre en souffrance* » mise en attente, délaissée jusqu'à ce qu'un successeur la reprenne. Comme dans les courriers ils se reportent dès lors sur M. Valls cherchant « *où il y a de la fonction* ». « *Il a une posture affirmée de Premier ministre, un chef de Gouvernement qui gouverne* ». « *Posture plus "digne" et certainement plus courageuse* ». « *Moins politicien et plus "homme politique" au sens noble que Hollande* ». « *Le seul qui peut se présenter pour une élection présidentielle* ». « *Il semble avoir la carrure* ». « *Plus direct dans ses propos, plus catégorique, moins hésitant* ».

Si ce mouvement est plus ou moins net selon les baromètres, c'est parce que l'image de Valls est elle-même soumise à des pressions contradictoires : il a renvoyé ces derniers jours à la fois le sentiment de pouvoir être un recours pour la fonction et de contribuer à la fragiliser plus encore par le simple fait de se montrer ainsi alors qu'il est Premier ministre. Les gens l'ont d'ailleurs noté : « *Ses prises de positions sont en contradiction avec sa fonction : réunir les Français en allant réellement au fond des choses* ». « *Il m'a l'air sournois* ». « *Opportuniste* ». « *Du court terme des coups de menton* ». « *Quelqu'un qui est déjà dans l'élection avant d'avoir fait un bilan de son action, plus dans l'ambition personnelle que dans l'intérêt du pays* ».

Difficile dès lors pour l'opinion de s'y retrouver, ce qui explique des jugements changeants selon que l'une ou l'autre des perceptions prévale. Mais le critère principal de jugement est bien *in fine* stabilité/instabilité institutionnelle - ou fonctionnement/dysfonctionnement des institutions ; les autres paramètres (politique, idéologique, personnel hors lien avec les institutions) en deviennent secondaires.

7. Dès lors, rien ne sera certainement considéré par l'opinion tant que les gens ne verront pas au préalable une reprise de stabilité et de verticalité institutionnelle. Une transition « douce », représidentialisation progressive, est en pratique difficile : elle prendra du temps (l'image de « *manipulation* », actes « *politiciens* » est trop ancrée pour que les gens y croient facilement) ; et paraît peu compatible avec le tunnel élection américaine / élection à droite / déclarations de candidature / trêve de Noël / campagne.

Sauf à renvoyer ce changement à février prochain lorsque les Français basculeront vraiment dans la présidentielle (avec les risques qu'une instabilité qui n'aurait pas cessée soit vue comme irréparable avec les mêmes acteurs) enclencher quelque chose maintenant demande donc une rupture plus nette : rendre visible l'enterrement définitif de ce qui est refusé par l'opinion et réapparaître avec une nouvelle peau. L'enterrement est déjà en partie fait avec l'aide des médias - on commence à voir repris dans les courriers le thème du « *suicide* »... - ; il faut maintenant que les gens s'aperçoivent que le Président qui revit - puisqu'il ne peut pas ne pas y avoir de Président - n'est plus le même.

8. Cela ne passera pas seulement par une campagne à la Chirac 1994 : l'affaiblissement paraît tel aux yeux de l'opinion que la question est de savoir si l'Etat lui-même peut résister à ce qui est en train de se passer ; la présidentialité doit donc *également être réactivée par le haut, par la question de l'Etat*.

Pourrait être ainsi menée une combinaison campagne de terrain par le bas ; stabilisation du système politique ; moments de présidentialité institutionnels :

- Des *déplacements et rencontres dans le pays*, les gens devraient entendre des journalistes, même peu dupes, rapporter un Président intégralement Président, sensible aux mots des Français, sans montrer aucun décalage ou recul de lui-même par rapport à la fonction. Les discours à double sens acteur-observateur paraissent en particulier risqués dans cette période : ils réactivent l'idée que le « corps politique » du Président n'arrive pas à s'imposer au « corps personnel » qui chercherait sans cesse à réexister publiquement alors même que les gens ne veulent pas le voir.
- Des *moments où le Président apparaîtra comme un acteur de la classe politique* (rencontre avec les Parlementaires...), ce qui pourrait filtrer à l'extérieur est un *Président intraitablement tel* ne se laissant pas entraîner vers des terrains autres ; *montrant* davantage que verbalisant les messages politiques, traitant des objectifs plutôt que des moyens, se démarquant par les fractures du pays, les enjeux de demain, le rôle de la France, ce que nous sommes et portons... discours que seul un Président de la République peut tenir, puisque par fonction il voit plus loin et plus large.
- Des *moments de présidentialité par l'Etat*, l'opinion pourrait être sensible à :

- des discours « *présidentiels par définition* » : le 11 novembre (tirer de l'expérience de 4 années et demi du monde une projection pour la France sur les menaces, la sécurité, la guerre et la paix pour les décennies à venir ?) ; le 13 novembre (moins sur les événements eux-mêmes que sur les moyens de l'unité de la Nation dans le temps long face au contexte matérialisé par le 13 novembre ?).

Faut-il mettre en scène de façon plus spectaculaire encore la rupture avant une première prise de parole forte par un moment de bascule ou d'isolement personnel du Président ?

- des interventions « *présidentielles par format* » : émission télévisée à destination des Français. La formule proposée par BP serait certainement la meilleure : une heure de conversation pour ne parler que du fond, l'avenir du pays, ses habitants, ce qu'il se passe dans les têtes ; très peu du champ politique. S'il faut rester parmi les journalistes politiques, plutôt G. Bouleau ou A. Duhamel que D. Pujadas ou L. Salamé ; s'il faut une nouvelle figure, Sonia Mabrouk ? Le mieux serait de s'éloigner des journalistes politiques pour les services sociétés pouvant interroger le Président très différemment : moins sur des déclarations politiques que sur ce qu'ils entendent à force de sillonner le pays, porte-voix des Français qui n'ont jamais la parole : Florence Aubenas, Benoît Hopquin, Sonia Kronlund ?

Une émission grand public pourrait également être le moment de *dire* le changement par un symbole. Revenir sur l'idée de « Président normal » ? : il l'a fallu un temps, le temps n'est plus celui-là.

- des rappels à l'ordre « *présidentiels par fonction* ». Garant de la stabilité et du fonctionnement des institutions, il ne peut laisser le système se déliter. Si les écarts se poursuivent un geste de fermeté serait nécessaire, y compris pour ne pas laisser s'élargir cette brèche que l'on voit déjà dans les verbatims : « *le Président est incapable de taper du poing sur la table, de dire ce qu'il ne faut pas. Il manque de fermeté* ». « *A force de non décision pour ne pas fâcher, à quoi s'ajoutent les erreurs de communication, il ne reste que des calculs de politiciens* ».

9. Les primaires demanderont par la suite à reprendre l'articulation Président/candidat. Malgré ce que commence à en penser l'opinion un retour en arrière aurait certainement un effet déflagratoire ; peut-on isoler et neutraliser les seuls moments arasants, égalisant totalement les conditions ?

Les adresses aux Français, tracts, équipes, locaux, pourraient ne pas poser de problème - le PR pourrait continuer à s'adresser aux Français comme Président ; il faudrait en revanche imaginer quelque chose de nouveau pour les débats : est-il envisageable de négocier un statut particulier, ou éviter un débat en simultané sur un même plateau (puisque de toute façon les candidats ne s'interpellent pas) au profit d'une succession de séquences/interview ?

10. Sommes-nous proches dans l'opinion d'un point du tout ou rien ? Sans doute. On voit dans beaucoup propos que les gens cherchent quelque chose. L'indécision – qui pour stabiliser, puis pour quoi faire – est très forte. Mais l'attente d'une « *gauche qui grandit le pays* » comme l'écrit joliment un courrier reste palpable. Et, malgré tout, le Président reste le Président : « *La France est un beau pays. Vous n'avez pas le droit de nous décevoir, l'obligation de nous écouter* ».

La fierté de gauche reste là, à portée de main, bien que parfois difficile à attraper. Lorsqu'elle est insaisissable elle se tourne vers le passé, 2012 : « *Je pense que votre mandat n'a pas été simple, émaillé d'attentats, de crises, de ministres démissionnaires. Et pourtant le bâtiment reprend, les chiffres du chômage reculent. Rien n'a heurté ma sensibilité de gauche mais rien n'y fait. Je crois que quoi que vous fassiez dans les mois à venir, je ne vois pas comment l'opinion française s'inverserait... Je ne sais pas si vous vous représenterez aux prochaines élections mais soyez assuré que j'assume le choix que j'avais fait en 2012* ».

Mais les gens continuent le plus souvent à chercher à quoi se raccrocher pour la suite, au prix parfois de quelques contournements : « *A quelques mois de la fin de votre quinquennat, votre bilan est plutôt bon, quoi qu'en dise l'opinion. Vous avez été un président sympathique, honnête, sincère et efficace. A court terme les Français le reconnaîtront et vous deviendrez le symbole d'une gauche moderne, juste, humaine et courageuse face à l'adversité. Monsieur le Président, cher camarade, cher François, n'abîmez pas votre belle histoire en entrant dans l'arène politique. Tout en défendant votre bilan avec l'opiniâtreté qui vous caractérise, prenez de la hauteur. La France aura besoin très vite – malheureusement – d'une grande voix d'espérance, de sagesse et de vérité. Vous serez-celle-là* »./.